

Biodiversité : l'état des lieux planétaire de l'IPBES pour un besoin urgent d'agir



Le ministre français de la Transition écologique Francois de Rugy lors de l'ouverture du Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) à Paris le 29 avril 2019 - © AFP FRANCOIS GUILLOT

Paris (AFP) – Les experts de l'ONU sur la biodiversité (IPBES) dévoilent lundi une évaluation mondiale sans précédent des écosystèmes, qui devrait démontrer le besoin urgent d'un plan pour sauver la nature, poussée à la destruction par les hommes qu'elle fait vivre.

Après une semaine de négociations à Paris, les 132 états membres de la *Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)* ont adopté samedi la synthèse politique d'un rapport de 1.800 pages sur lequel ont travaillé 450 experts pendant trois ans.

Ce "résumé pour les décideurs", négocié ligne par ligne par les délégations, sera rendu public lundi à 11H00 GMT, mais le constat sera sans aucun doute alarmant.

Selon une version préliminaire du rapport obtenu par l'AFP avant le début des négociations parisiennes, "une grande partie de la nature est déjà perdue, et ce qui reste continue à décliner".

Ce texte estime notamment que 75% de l'environnement terrestre et 40% de l'environnement marin présentent des "signes importants de dégradation". Résultat: entre 500.000 et un million d'espèces, sur les quelque 8 millions estimées sur la planète, seraient menacées d'extinction.

Un constat en accord avec ce que décrivent depuis des années certains scientifiques: le début de la 6e "extinction de masse". Même si cette première extinction de masse depuis l'arrivée des hommes sur la planète n'était pas mentionnée dans le projet de synthèse du rapport.

Mais les atteintes aux écosystèmes ont aussi un impact dévastateur sur l'espèce qui en est responsable: l'Homme.

"La biodiversité, ce n'est pas que joli, la biodiversité importe pour les sociétés humaines: on a besoin d'eau pour vivre, on a besoin d'un air de qualité, de nourriture, on a besoin d'un climat régulé", commente Yunne-Jai Shine, une des auteures du rapport.

Eau, nourriture, énergie, médicaments... L'Humanité ne peut pas vivre sans les services rendus par cette nature qu'elle s'évertue pourtant à détruire, par l'agriculture intensive, la déforestation ou les pollutions.

Alors les défenseurs de l'environnement plaident pour des réformes urgentes et radicales de nos modes de vie, de production, de consommation, pour freiner cette perte de biodiversité sur une planète qui pourrait abriter quelque 10 milliards d'habitants d'ici 2050.

"Il ne faut pas seulement modifier la production agricole, il faut aussi modifier notre consommation", indiquait ainsi il y a quelques jours Paul Leadley, autre auteur du rapport.

"Un régime alimentaire bien équilibré est bon pour notre santé et aussi bon pour la planète, si on mange un peu moins de viande rouge ça réduit les gaz à effet de serre (...) et ça laisse plus de place aux milieux naturels", ajoutait-il.

Le rapport devrait d'ailleurs faire un lien sans équivoque entre biodiversité et climat, le dérèglement climatique étant l'un des facteurs principaux d'atteinte à la nature et les solutions à mettre en place pour préserver les deux se recoupant en partie.

Des solutions qui seront discutées plus en détail l'an prochain en Chine lors de la 15e réunion de la Convention de l'ONU sur la diversité biologique (COP15) et dont les défenseurs du climat espèrent un résultat aussi marquant que celui de la COP21 sur le climat qui a donné naissance à l'accord de Paris en 2015.

"Ce mois d'avril 2019 peut marquer le début d'un +tournant parisien+ similaire pour la biodiversité et les contributions de la nature aux populations", a ainsi estimé Robert Watson, président de l'IPBES.

Mais sans objectif aussi clair que la limitation de la hausse de température à +1,5°C ou +2°C, il risque d'être plus difficile de frapper les esprits et d'entraîner une adhésion.

Malgré tout,

"si nous voulons une planète durable d'ici 2050 — ce dont nous avons besoin—, nous devons fixer des objectifs très agressifs pour 2030", plaide Rebecca Shaw, scientifique en chef de WWF, évoquant une ambition de 50% de la Terre gérée de façon durable d'ici 2030.

© AFP